

Darmanimp'

Le 02 avril 2023 - Réponse des soulèvements de la Terre à la trumpisation accélérée du ministre de l'intérieur dans le JDD

[Signer la tribune](#) [Nous soutenir](#)



Depuis vendredi matin plus de 50 000 personnes dont des milliers de personnalités, syndicalistes, artistes, scientifiques, élu-es, et des dizaines d'organisations politiques, associatives et syndicales en France et à l'international ont affirmé leur adhésion au mouvement des Soulèvements de la Terre par un appel "[Nous sommes les Soulèvements de la Terre](#)" initialement publié dans [le Monde](#). Cependant et alors que les autres initiatives de soutien se multiplient à travers plusieurs tribunes indépendantes, un ministre de l'intérieur, aux abois, s'entête hier soir encore dans un entretien au JDD à prétendre dissoudre cette large coalition pour la défense des terres et de l'eau. [Voici pour rappel notre réaction à l'annonce de cette mesure de dissolution](#).

Mais après les Soulèvements de la Terre, c'est désormais aussi les "zads", et derrière ce terme les luttes locales, que le gouvernements prétend faire disparaître.

Rappelons en passant qu'à Sainte-Soline, que ce soit lors des mobilisations d'octobre ou de mars, personne n'a jamais prétendu constituer une zad et rester sur le terrain en dehors du temps de la mobilisation, à part le ministre de l'intérieur qui agitait une pure chimère pour pouvoir affirmer qu'il avait empêché quelque chose de se produire.

En réalité, au vu de la carte des 42 "sites sous surveillance" offerte par le JDD sur la base des services de renseignement, c'est l'ensemble des luttes écologistes vivaces de ce pays - face à des projets inutiles et écocidaire d'autoroutes, d'extension d'aéroports, de mines de lithium, de mégabassines, de bétonnisation de jardins populaires - qu'il s'agit pour ce gouvernement de museler. Sa cellule "anti-zad" et ce qu'elle recouvre réellement est bien une déclaration de guerre au mouvement écologiste et paysan dans son ensemble, aux habitant-es des territoires qui lui font face.

Par ses fables sur la menace d'ultra-gauche et ses mensonges éhontés sur les blessés, le ministre de l'intérieur déploie évidemment un exercice de propagande destiné à se protéger de l'ensemble des vives critiques sur sa gestion brutale du maintien de l'ordre auquel il va devoir répondre cette semaine, y compris du côté d'institutions internationales et ONG emblématiques : ONU, Conseil de l'Europe, défenseurs des droits, commission des lois, Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty international... Mais nul doute que dans les délires paranoïaques et fantasmes diabolisateurs du ministère de l'intérieur, l'ensemble de ces personnes soient désormais passées dans le camp des dits "éco-terroristes". Nul doute aussi que ses allégations délirantes sur les manifestant.es venu.es pour "tuer du flic" ne cherchent qu'à cacher la réalité : ceux qui ont tué ces 20 dernières années dans ce pays ne sont pas les manifestant.es écologistes mais bien la police : dans son service du maintien de l'ordre et dans les quartiers populaires, entre autre. Elle a éborgné et mutilé ces dernières années des dizaines de personnes durant le soulèvement des gilets jaunes, le mouvement loi travail, l'expulsion des zads ou le mouvement actuel des retraites.

Quant à son déni réitéré sur l'usage de LBD, d'armes de guerre et surtout sur l'obstruction faite au secours par les force de l'Ordre à Sainte-Soline, on constate une trumpisation effarante de la parole gouvernementale passée dans une réalité alternative en qualifiant de fake news des éléments délivrés par des journaux de référence sur la base d'enregistrements et de témoignages concordants délivrés par des observateurs de la Ligue des Droits de l'Homme, élu.es et représentant.es syndicaux présents sur place (<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/sainte-soline-lenregistrement-qui-prouve-que-le-samu-na-pas-eu-le-droit-d'intervenir>).

Mais Darmanin entend aussi détourner l'attention sur le fond du problème : l'action anti-écologique du gouvernement au profit d'intérêts privés. En pleine crise climatique et hydrologique, alors que des centaines de milliers de personnes à travers le pays ressentent une urgence aussi vitale que salutaire à agir, Darmanin se permet de mettre le doute sur la sincérité de leurs motivations. Il est désormais clair en tout cas que la motivation de son gouvernement est de continuer à protéger les profits de quelques industries du ciment, du sable, des engrais et pesticides (1)quel qu'en soit le coût humain, écologique, et d'ailleurs économique (5 millions d'euros de coût de l'opération de maintien de l'ordre le 25 mars à Sainte-Soline - soit plus que la facture du chantier, des bassines qui profitent aux intérêts privés de quelques agriculteurs mais qui sont financées à 70% par de l'argent public, un ministre de l'Agriculture vient tout juste de revenir sur l'interdiction du S-metholachlore en guise d'allégeance au nouveau président de la FNSEA, émissaire de l'agro-business....).

Nous ne savons pas jusqu'où ira ce gouvernement pour espérer sauver sa peau en mutilant et piétinant sa population et en augmentant quotidiennement le niveau de mensonges assénés aux médias, mais nous réaffirmons qu'il est grand temps que Darmanin démissionne et que son gouvernement se dissolve.

En ce qui concerne la procédure de dissolution des Soulèvements de la Terre dont le mouvement a reçu la notification jeudi 30 mars et qui pourrait être prononcée dès le 12 avril : l'ensemble des collectifs et les dizaines de milliers de personnes partie prenante des Soulèvements de la Terre n'entendent pas se laisser interdire d'agir ensemble par des décisions ministérielles d'un gouvernement illégitime. **Plus d'un millier de personnes sont d'ores et déjà prêtes à attaquer juridiquement le décret de dissolution s'il devait paraître.**

Nous attirons à ce sujet l'attention sur la note des renseignements intérieur ayant abouti à cette procédure de dissolution et lisible dans son intégralité sur le site de Lundi Matin avec notre analyse : <https://lundi.am/Le-rapport-complet-des-renseignements-francais-qui-fait-l-eloge-des>. En effet, à la lecture de cette note confidentielle étonnamment élogieuse, **on comprend qu'au-delà du prétexte affiché de la violence, si le ministre cherche à dissoudre le mouvement, c'est essentiellement parce qu'il réussit à fédérer et peser sur le champ politique !**

Enfin et pour l'heure nos premières préoccupations vont toujours aux blessé-es que le gouvernement a choisi délibérément de démultiplier pour tenter de terrifier un mouvement, à Serge toujours entre la vie et la mort, à Michaël encore dans un état extrêmement grave, à celles et ceux qui ont perdu un oeil, un pied, qui resteront meurtri-es dans leurs corps et dans leurs têtes.

Pour elles et eux, parce qu'une lame de fond ne peut être dissoute, nous continuerons notre combat pour les terres et l'eau, immédiatement en solidarité avec le mouvement des retraites et pour la fin rapide des méga-bassines.